



■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP N° 19-4892

Date d'envoi au service éditeur : 11/01/2019

Forfait(s)

> Voir l'annonce sous sa forme originale



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond
saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **40**

Annonce No **19-4892**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Dax.

Correspondant : Mme BONJEAN Elisabeth, Maire de Dax, rue saint-pierre Bp50344 40107 Dax Cedex, tél. : 05-58-56-80-00, télécop
courriel : commande.publique@grand-dax.fr adresse internet : <http://dax.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://marchespublics.landespublic.org>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **assistance à maîtrise d'ouvrage pour des travaux de démolition dans l'enceinte du parc Maurice Boyau.**

Catégorie de services : 12.

CPV - Objet principal : 71336000.

Lieu d'exécution : parc Maurice Boyau, 40100 Dax.

Code NUTS : FRI13.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

la présente consultation a pour objet d'assister la maîtrise d'ouvrage dans la réalisation de travaux dans l'enceinte sportive " maurice

-Démolition du bâtiment " jai alai " compris les locaux techniques et reprise du mur mitoyen avec le " dojo ";

-Démolition des 3 bassins de la piscine extérieure compris jardinière, plages et gradins.

-Démolition des 2 gradins du fronton compris aire de jeux et abords

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement
marché, en application de l'article 30-i 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet
prestations similaires.

Le marché se décompose en deux tranches :

Tranche ferme : Solutions techniques détaillées et chiffrées

Tranche optionnelle : Etudes opérationnelles et suivi de réalisation des travaux.

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 6 mois à compter de la notification du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les prestations seront financées
suivantes : Fonds propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global
de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : le pouvoir adjudicateur ne souhaite
de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée mais non imposée
adjudicateur, est un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou un groupement solidaire.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements
dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Situation juridique - références requises : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction
Capacité économique et financière - références requises : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires correspondant
objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : la liste des services principaux du type spécifié sur les 3 derniers

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois de

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas faite dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par la déclaration de l'opérateur économique;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat) qui sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) joint au dossier de consultation.

Les candidats sont, également, autorisés à fournir un DUME électronique en le complétant directement sur le site suivant : <https://dur.ec.europa.eu/tools/espdl/filter?lang=fr>. Les candidats peuvent, également, fournir un DUME électronique via la plateforme de la Commission européenne accessible à l'adresse <https://ec.europa.eu/tools/espdl/filter?lang=fr>.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix de la tranche ferme : 40 %;

- prix de la tranche optionnelle : 40 %;

- méthodologie et moyens mis en œuvre : 20 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 5 février 2019, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 19DX005.

Renseignements complémentaires : le critère prix de la tranche ferme (coefficient 40 %, soit une note sur 40) sera analysé au regard de cette tranche indiquée par le candidat dans son acte d'engagement.

Le critère prix de la tranche optionnelle (coefficient 40 %, soit une note sur 40) sera analysé au regard du taux de rémunération de ce candidat dans son acte d'engagement.

Le critère Méthodologie et moyens mis en œuvre (coefficient 20 %, soit une note sur 20) sera analysé au regard du mémoire technique et des moyens humains mis à disposition pour l'exécution des missions des deux tranches, les compétences dans le domaine d'intervention considéré (déconstruction, désamiantage, structure métallique et béton ...), les qualifications de conduite d'opération, la note sur l'organisation et l'intention détaillée présentant une approche des enjeux du projet.

Conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'une négociation avec les candidats ayant présenté une offre, à l'exception des offres anormalement basses et/ou inappropriées.

La phase de négociation pourra se dérouler via la plate-forme de dématérialisation ou à défaut par courriel, par téléphone ou par une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Mairie de Dax. Le candidat veillera à indiquer une adresse électronique valide dans son offre.

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Pour la visite du site, le candidat prendra rendez-vous auprès du service des bâtiments communaux de la Ville de DAX :

Mme LAJUS - clajus@dax.fr

Ou M. BATS - clement.bats@dax.fr

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par écrit à l'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://marchespublics.landespublic.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la transmission des documents est exclusivement réalisée par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse <http://marchespublics.landespublic.org>.

La transmission des documents sur un support papier, sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...), par télécopie ou par

autorisée et entraînera l'irrégularité de la candidature et de l'offre.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11 janvier 2019.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Pau 50 Cours Lyautey 64010 Pau Cedex, tél. : 05-59-84-94-4 pau@juradm.fr, télécopieur : 05-59-02-49-93 adresse internet : <http://www.telerecours.fr/>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Pau Lyautey 64010 Pau Cedex, tél. : 05-59-84-94-40, courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr, télécopieur : 05-59-02-49-93.

Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage, Etude.

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : **FACTURES_PUBLIQUES**

Numéro d'engagement juridique : **19DX005**

Classe de profil : Commune

Siret : 21400088700015

Libellé de la facture : Ville de Dax Service finances Rue Saint-Pierre BP50344 40107 Dax Cedex

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 5 février 2019

Objet de l'avis : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour des travaux de démolition dans l'enceinte du parc Maurice Boyau

Nom de l'organisme : Ville de Dax

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3650280

> Informations légales